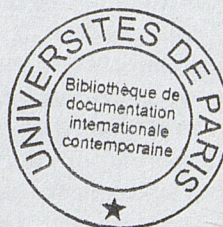


bulletin

bimensuel



DES FAUX HEROS ET DES AMIS INTIMES

Managua, 19 septembre (ANN). Deux récentes décisions, l'une de l'Assemblée et l'autre de l'exécutif, éclairent la vraie nature de la droite nicaraguayenne.

DES HEROS DANGEREUX

Désormais, les autorités ont le droit d'enlever aux monuments et aux lieux les noms de Héros et Martyrs qui leur avaient été donnés pendant la Révolution. L'Assemblée nationale vient en effet d'abolir le décret promulgué par le gouvernement sandiniste qui empêchait que l'on efface la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour la libération du pays. "Ce sont de faux héros", a argumenté le député de l'UNO Rodolfo Mejia, qui était aux côtés de Somoza le jour de l'inauguration de sa statue équestre, statue qui a été détruite par le peuple quelques jours après la chute du dictateur. Un autre, ancien juge somoziste, a estimé que les sandinistes "veulent aliéner les esprits par la répétition des noms de membres de leur parti, pour injecter leur idéologie". Les attitudes revanchistes ont donc prévalu au cours du débat, en particulier de la part du secrétaire de l'Assemblée Alfredo César. Celui-ci a en effet jugé irrecevable une proposition du groupe sandiniste qui vi-

sait à travailler à un consensus. Le député sandiniste Herty Lewites, qui a pris la parole pour protester, s'est vu réduit au silence: A. César lui a tout simplement coupé le micro. Il ne reste plus qu'à attendre le moment où les noms des héros de la lutte antisomoziste seront remplacés par ceux des contras. A quand l'avenue Enrique Bermudez?

POUR UN PLAT DE LENTILLES

"Ils se sont vendus pour un plat de lentilles": tel est le commentaire général dans les rangs sandinistes après la décision du gouvernement de renoncer à l'indemnisation à laquelle la Cour internationale de justice de La Haye a condamné les Etats-Unis pour leur participation à la guerre contre-révolutionnaire. C'est le 12 septembre que la Cour internationale en a été avertie, mais la nouvelle n'a été annoncée que cinq jours après. Entre temps, le Nicaragua a renégoié sa dette avec le FMI et le gouvernement a signé un accord de coopération avec les Etats-Unis (aide obtenue: 20 millions de dollars).

Le ministre des Relations extérieures Enrique Dreyfus a expliqué que depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement

Chamorro, les Etats-Unis ont offert 800 millions de dollars "sans conditions ni pressions". Il souligne également "que s'ouvre la possibilité historique d'établir des relations fondées sur le respect mutuel et l'égalité", que le plus important

SOMMAIRE

Des faux héros et des amis intimes

Pouvoirs : la crise continue

Vers le désarmement?

La Terre promise

La mauvaise pente

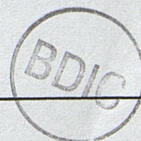
Les prophètes du passé

Guatemala : la presse menacée

L'Amérique latine et son reflet

Le Nouvel Ordre International

En bref



40 P 11481

était de "parvenir à des accords positifs qui nous permettent d'avoir les mêmes avantages que les pays dont les relations avec Washington sont optimales" et que les Etats-Unis sont "disposés à nous offrir les mêmes conditions qu'à leurs amis les plus intimes".

C'est en 1986 que la Cour internationale de justice reconnaissait la participation des Etats-Unis à la guerre contre-révolutionnaire et les condamnait à payer une indemnisation pour les dommages causés. Ces dommages s'élevaient, selon les calculs du gouvernement sandiniste, à 17 milliards de dollars, mais le jugement précisait que le montant devait en être négocié. Pour Alejandro Bendaña, ancien fonctionnaire des Relations extérieures, "le problème pour Washington n'était pas le montant mais le jugement lui-même". La décision du gouvernement revient à reconnaître que les Etats-Unis, pendant la guerre, n'ont pas agi contre le droit international. "C'est un coup porté à tout le système du droit international. La Cour internationale existe justement pour faire valoir les droits des petits pays".

De son côté, l'avocat Augusto Zamora fait remarquer que les 800 millions d'aide apportés par les Etats-Unis sont en grande partie des prêts dont il va falloir payer les intérêts. Il inscrit la décision gouvernementale dans "l'histoire nationale de l'infamie". Le traité Bryan-Chamorro (1914) offrait aux Etats-Unis la domination pour 99 ans sur la région du Rio San Juan, plusieurs îles et les eaux territoriales du Golfe de Fonseca: il servait en fait à payer l'intervention yankee de 1912. Le traité Barcenas-Esquerria, en 1928, donnait les îles de San Andrés et Providencia à la Colombie; il servait à payer l'intervention de 1927. Aujourd'hui, la décision du gouvernement Chamorro vient peut-être payer le fait que, grâce à l'agression étatsunienne, il soit maintenant au pouvoir. Cette attitude "est illégale, immorale, elle va contre la souveraineté nationale et la dignité du Nicaragua".

POUVOIRS : LA CRISE CONTINUE

Managua, 18 septembre (ANN). Comme cela était prévisible, la présidence a opposé son veto à la "loi César" sur la propriété et le Parlement devra décider s'il refait sa copie. Mais le gouvernement, qui avance dans le processus de restitution et de privatisation des entreprises, risque de se trouver à nouveau paralysé par une loi réglant la privatisation qui a été déposée à l'Assemblée.

VETO A LA LOI CESAR

La présidence a donc opposé un veto partiel à la loi votée par l'Assemblée nationale qui remet en cause le régime de propriété instauré par le gouvernement sandiniste.

Cette loi comporte des éléments nettement anti-constitutionnels et le veto concerne presque les deux tiers des articles, principalement ceux dans lesquels le Parlement s'attribue des pouvoirs relevant de l'exécutif, du pouvoir judiciaire et des municipalités. Le président de l'Assemblée, Alfredo César, estime que les articles en question constituent l'essence de la loi et affirme qu'il s'agit en réalité d'un veto total. Il revient maintenant aux députés de décider s'ils acceptent de modifier leur texte.

La main-mise d'A. César sur le groupe parlementaire UNO se révèle moins solide qu'on ne pensait: plusieurs députés ont reconnu publiquement le caractère anti-constitutionnel de certaines dispositions de la "loi César" et par ailleurs, lors d'un débat sur un autre thème, pour la première fois depuis des mois, les votes UNO se sont divisés. Cependant, rien n'est joué: de puissants intérêts économiques sont en jeu et d'autre part, trop de gens, à droite, ont besoin d'exorciser la grande peur qu'ils ont eu de la Révolution. Il n'est pas sûr qu'ils acceptent de reculer sur l'essentiel dans la partie de bras de fer engagée avec l'exécutif, jugé trop faible face aux sandinistes et dont beaucoup contestent la légitimité.

Le FSLN pour sa part a appelé la population à se mobiliser pour défendre les positions de la présidence, qui se fondent sur les accords conclus lors de la concertation. Pourtant, sur un autre aspect de ces accords, l'exécutif lui-même ne respecte pas ses engagements.

PAYS A VENDRE

La Centrale sandiniste des travailleurs dénonce en effet que, dans le processus de privatisation qui vient d'être entamé, le gouvernement ne respecte pas l'engagement pris lors de la concertation de laisser aux travailleurs 25% des actions. Ce sont en tout 352 entreprises qui vont être privatisées ou rendues dans le cadre de la révision des confiscations. Le processus s'est engagé "sans que l'on ait garanti auparavant les 25 o/o des actions qui reviennent aux travailleurs". Selon les dirigeants syndicaux, le gouvernement est fortement pressonné par le FMI et les chefs d'entreprise pour que la privatisation et la restitution se fassent à marche forcée. Ils dénoncent le fait que les acheteurs ou les anciens propriétaires ne sont pas disposés à payer le prix réel et demandent en outre des conditions de paiement privilégiées. "Ils veulent que le gouvernement leur accorde des crédits et finance toutes leurs opérations", explique Damaso Vargas. Par exemple, les anciens propriétaires des Laboratoires Solka demandent que l'Etat leur donne 34% des actions à titre de compensation pour la confiscation dont ils avaient fait l'objet; ils veulent racheter les 66% restants mais demandent un crédit sur 10 ans à 3% d'intérêt.

La restitution des entreprises à leurs anciens propriétaires pose en effet de multiples problèmes qui ne sont pas toujours clairement résolus. Entre autres, de nombreux

ses entreprises avaient été hypothéquées et sur-hypothéquées à l'Etat dans les derniers moments de la dictature de façon à faire évader les capitaux. D'autres étaient endettées envers les banques d'Etat et les banques étrangères, dettes que le gouvernement sandiniste a annulé ou assumé. Par ailleurs, de nombreuses unités de production, pillées et décapitalisées avant le triomphe de la Révolution, ont été réhabilitées grâce à l'aide solidaire d'organismes ou de gouvernements amis. Enfin, les travailleurs eux-mêmes ont donné gratuitement leur force de travail pour relancer les entreprises. Tous ces éléments, auxquels il faut rajouter les distorsions économiques et monétaires intervenues depuis 10 ans, rendent les calculs difficiles et sujets à caution.

Pour la privatisation, l'Etat détermine le prix de l'entreprise qui est ensuite vendue aux enchères. Selon les autorités, l'absence d'une loi spécifique pour régler la privatisation n'est pas gênante car le décret présidentiel 7-90 et les mécanismes de contrôle existants sont suffisants pour en assurer le bon déroulement. Ce n'est pas l'avis de députés de l'UNO qui, appuyés par A. César, ont présenté une loi prévoyant l'intervention de l'Assemblée et de la Justice. Le gouvernement s'oppose à ce projet, estimant qu'une telle loi retarderait considérablement, voire paralyserait, la privatisation. *"La privatisation doit être rapide et souple"* si l'on veut en garantir le succès, selon le ministre de la Présidence Antonio Lacayo. De son côté, le ministre des Finances Emilio Pereira a souligné que la privatisation était la garantie *"de la croissance économique et de la création d'emploi"*, ce dernier argument étant remis en cause par les déclarations d'autres fonctionnaires pour qui les entreprises nationales ont du personnel surnuméraire.

La crise entre les pouvoirs n'est donc toujours pas résolue. La décision de l'Assemblée quant au veto présidentiel, qui ne sera sans doute pas prise avant octobre, sera révélatrice du rapport de force au sein de la droite et indiquera si Antonio Lacayo et l'équipe présidentielle ont réussi à regagner un espace.

VERS LE DESARMEMENT?

Managua, 19 septembre (ANN). Encouragés par la "flexibilité" gouvernementale, les recontras poursuivent leur activité meurtrière. Un paysan sandiniste a été assassiné par deux d'entre eux le 7 septembre dans la Région V, près de Comalapa. Il avait été auparavant sauvagement torturé et mutilé. Le 9 septembre, sur une route secondaire au sud d'Esteli, un jeune militant du FSLN a été assassiné par un groupe de recontras qui se sont livrés pendant deux heures au pillage des véhicules qui passaient. Le 19 septembre, une autre bande a attaqué la localité de Susucayan, dans le département de Nueva Sego-

via, détruisant les installations électriques et téléphoniques, mitraillant un véhicule et dévalisant certaines maisons.

Les principaux chefs de ces groupes ont annoncé qu'ils porteraient la guerre dans les villes si le gouvernement ne leur donnait pas satisfaction fin septembre. Selon l'un d'eux, "Tigrillo", la fin du conflit dépend de la création d'une nouvelle armée et de la destitution d'Humberto Ortega ainsi que de son Etat-Major. Selon l'agence de presse mexicaine Notimex, le dernier fils de Somoza, "El Chigüin", servirait de lien entre les principaux chefs politiques de la recontra à Managua, le groupe des somozistes de Miami et le gouvernement d'Israël qui appuieraient financièrement et logistiquement les activités terroristes.

Le chef des Forces armées a annoncé au début du mois la création d'un corps spécial de "commandos ruraux" au sein de l'armée, afin de renforcer la sécurité dans les zones de conflit. Pour le moment, aucune information nouvelle n'a été donnée sur ces forces spéciales. Le gouvernement, après avoir créé la Commission nationale de sécurité composée de membres du FSLN, de la Police, de l'Armée et de démobilisée de la contra, a annoncé qu'il mettrait en marche des le 26 septembre un plan de désarmement des civils. Les départements de Matagalpa et Jinotega seront les premiers concernés et le 15 octobre, les "Brigades de désarmement" entreront en activité dans tout le pays.

Ces "brigades" seront placées sous la responsabilité de la Commission, présente dans chaque département. Elles devraient être composées de démobilisés de la contra, de membres de l'Armée et de la Police et pourraient être "appuyées" par des forces de la recontra, selon le médiateur de la Commission de Jinotega, le conservateur Porfirio Molina. *"Ces forces seront investies de l'autorité policière pour faire leur travail"*, a précisé le ministre de l'Intérieur. *"Elles devront désarmer d'abord les civils et ensuite les groupes en armes"*, a expliqué ingénument P. Molina.

LA TERRE PROMISE

Managua, 15 septembre (ANN). "Nous étions endormis sur le sol, certains dans leurs petites maisons de bois, d'autres dehors, quand tout à coup la police a commencé à déloger les gens", explique Rebecca, une des sans-logis qui, tout comme 650 autres familles, avaient cru son problème réglé par l'occupation d'un terrain vague près de la Banque centrale. Mais 680 policiers de Managua, de Masaya et de Mateare, obéissant aux ordres supérieurs, ont brutalement mis fin à leur espoir le 30 août.

Utilisant les gaz lacrymogènes, dans certains cas bousculant des personnes âgées, ils ont envahi de nuit le bidonville et ont obligé les familles à abandonner ce terrain qu'ils avaient baptisé "Terre promise". A trois heures du matin, tout était terminé. Hommes, femmes, enfants et vieillards se sont alors réfugiés de l'autre côté de la rue, sur les trottoirs d'un complexe administratif qui offrent au moins l'abri d'un avant-toit. Les 650 familles n'en ont pas bougé pendant 15 jours. La cuisine s'improvisait sur des feux de bois, tout le monde se lavait au même robinet public et des collectes ont été organisées sur les marchés ou dans les quartiers pour assurer un peu de nourriture.

La veille de l'opération policière, le maire-adjoint de Managua, Roberto Cedeño, s'était présenté dans le bidonville où chacun était en train de construire sa maison avec du bois et du carton. Il était muni d'un mandat d'arrêt concernant quatre personnes accusées de distribuer illégalement les terrains du bidonville en construction, dont la propriété est revendiquée à la fois par différentes institutions de l'Etat et la mairie. *"Il nous a menacé de nous envoyer la police, mais on était loin de s'attendre à un tel déploiement de force"*, commente l'un des représentants des 650 familles.

"Nous sommes des pauvres, des chômeurs, nous n'avons pas de maison, c'est pour cela que nous avons pris les terrains de "La Terre promise" explique Ana. Sa famille est composée de 20 personnes, dont deux seulement ont encore du travail qui leur rapporte quelques cordobas par jour. Maria, quant à elle, vivait dans une petite maison occupée par plusieurs familles. "C'était devenu impossible, c'est pour cela que j'ai occupé un terrain de "La Terre promise". Mireya partage leur colère: "Le gouvernement se moque de nous, ils sont bien tranquilles, ils ont des maisons et beaucoup de privilèges. Nous n'avons rien, même pas un toit, mais qu'ils sachent que nous allons lutter pour avoir une maison, même s'il faut entreprendre mille actions". Déjà certains font la grève de la faim. "C'est une décision personnelle, explique Diana, je l'ai prise pour défendre mes deux enfants".

Pendant des jours, les familles délogées ont dormi à la belle étoile mais les négociations avec le gouvernement n'ont pas abouti. Pourtant, il y avait urgence: deux enfants sont morts, la première d'une pneumonie provoquée par la pluie qui tombait lors de l'expulsion ainsi que par les gaz lacrymogènes, selon les médecins de l'hôpital où elle a été transportée. Elle avait quelques jours à peine. La seconde, un bébé d'un mois et demi, est également morte à la suite de problèmes pulmonaires.

Le vice-ministre de la présidence, Antonio Ibarra, chargé de négocier avec les sans-abri, rejette la responsabilité sur la mairie de Managua et explique que le maire A. Aleman refuse de céder d'autres terrains. Les représentants des familles délogées ont demandé que le gouvernement déclare d'utilité publique onze terrains situés dans différents points de la capitale et appartenant à la

mairie. Mais le vice-ministre n'est pas d'accord. *"En échange, il suggère que nous nous emparions de force des terres d'une coopérative située sur la route de Masaya. Ce serait vraiment attiser le feu de l'instabilité"* explique Orlando Pineda, membre de la commission de négociation. Puis A. Ibarra a promis l'installation de 300 familles sur les onze terrains de la mairie: *"Il nous a offert un camion pour y transporter nos affaires, mais on attend toujours"*.

Il y a quelques jours, les familles ont fait un barrage sur la route pour attirer l'attention sur leur cas. *"Des actions de ce genre pourraient se répéter si le gouvernement ne se décide pas à aborder ce problème avec responsabilité et si A. Ibarra continue à se moquer de nous. Le gouvernement cherche à gagner du temps en espérant que nous allons nous lasser, revenir là où nous étions pour y être à nouveau rejetés parce qu'il n'y a pas de assez de place"*. Les représentants des familles délogées et les 200 commissions du logement qui se sont organisées au sein du Mouvement communal ont décidé de dénoncer publiquement l'attitude d'A. Ibarra et d'entreprendre de nouvelles actions pour défendre leur droit à un logement, un droit inscrit dans la constitution. Et pour commencer, les sans-abri ont repris possession du terrain, le samedi 14. Pour l'instant, personne ne les en a chassés.

LA MAUVAISE PENTE

Managua, 11 septembre (ANN). La société nicaraguayenne est entrée dans un processus de décomposition qui avance au même rythme que les mesures néo-libérales. Tandis que tous exaltent "l'état de droit", on a l'impression d'un relâchement inexorable de la société civile: le sauve-qui-peut, la loi du plus fort et du plus malin s'imposent progressivement au détriment des valeurs qui ont marqué les dix ans de Révolution. Dans cette situation dramatique et très complexe, la vie quotidienne devient pour la majorité une impasse permanente tant matérielle que psychologique et morale.

La corruption est désormais généralisée. René Vivas, chef de la police, reconnaît très courageusement qu'elle commence à se répandre dans cette institution qui jusqu'à présent était de ce point de vue la brillante exception en Amérique latine. Il l'explique principalement par des salaires très bas, en moyenne de 300 cordobas par mois (60 dollars).

Comment faire pour survivre? C'est déjà là un problème pour beaucoup de travailleurs. Quant aux chômeurs, une logique fatale les conduit vers la petite ou la grande délinquance. Quand plus personne n'a de travail dans un groupe familial de 15 ou 20 personnes, il ne reste que des solutions marginales qui mettent à mal la dignité -

demander la charité, se prostituer - ou relèvent de la délinquance - monter des combines plus ou moins sophistiquées ou faire de "gros coups". C'est ainsi que les attaques à main armée ont tendance à se multiplier. Même les camions qui livrent la bière sont désormais surveillés par des Rambos au petit pied dont le fusil semble toujours prêt à entrer en action. Récemment, une banque a été attaquée à Masatepe, une bourgade au sud-est de Managua. La police soupçonne un groupe de Combattants historiques du FSLN. S'ils se révélaient être les coupables, cette affaire devrait donner à réfléchir. Comment en effet ne pas y voir le refus de perdre totalement sa dignité. Question de dignité aussi cette scène maintenant banale d'enfants déambulant complètement nus en pleine ville, près de la sortie du supermarché, face à une cafétéria où des gens vêtus à la dernière mode des Etats-Unis viennent déguster des glaces.

A l'inverse, des fortunes se constituent à une vitesse vertigineuse et la richesse s'étale indécemment. Bons restaurants, grosses voitures et attitudes arrogantes de certains qui, souvent de retour de Miami, savent qu'ils sont au-dessus de la loi. Ceux qui ont décroché un poste de haut fonctionnaire s'emploient à très bien vivre. Les scandales se succèdent à bon rythme, comme si toute une classe de gens était persuadée qu'une révolution allait la renverser dans les mois qui viennent. La liste de ces scandales est fastidieuse et l'on finit d'ailleurs par n'y jeter qu'un oeil distrait.

Le ministère de l'Agriculture importe de jeunes taureaux pour l'amélioration de la race et les revend à perte...au ministre de l'Agriculture.

Le ministre des Affaires sociales rachète pour son propre commerce le fonds d'un magasin d'optique appartenant à l'Etat. Une fondation véreuse, liée au Parti socialiste, achète de grandes quantités de maïs à l'Etat sans le payer.

Le ministère des Finances passe un contrat avec une compagnie étrangère pour imprimer les nouveaux passeports à un prix défiant toute concurrence; ce sont les citoyens nécessitant un passeport qui paieront.

On découvre que de hauts fonctionnaires et toute leur famille, pour leur déplacement personnels, voyagent gratuitement ou à bas prix sur la compagnie nationale Aerónica. Sans parler des faux appels d'offre et des faveurs accordées aux membres même éloignés de la famille.

On apprend un jour que l'Etat loue une somptueuse maison à un vice-ministre pour 20 dollars par mois et le lendemain que le maire de Managua Arnoldo Aleman dispose à des fins personnelles, dans la station balnéaire de San Juan del Sur, d'un terrain qui n'est pas à lui, y faisant construire un mur par des ouvriers de la mairie et avec le matériel municipal.

A des niveaux moins élevés, celui qui est dans une position telle qu'il peut "en profiter" un peu se gêne rarement pour le faire, légalement ou illégalement: du garagiste qui vole des pièces sur la voiture qu'il répare tout en présentant une facture gonflée, au médecin spécialiste dont

les tarifs n'ont aucun rapport avec la réalité que vit l'immense majorité de la population.

C'est ainsi que le simple citoyen doit se méfier de tout et de tout le monde et n'a que peu de recours s'il lui arrive quelque chose: la police est sans le sou et ne peut même plus mettre de l'essence dans ses véhicules (mais elle est réquisitionnée par le ministère des Finances pour monter de vastes opérations contre la contrebande qui fait de l'ombre aux nombreux importateurs); la justice est presque totalement paralysée par l'absence de moyens et ses faibles forces sont mobilisée pour le règlement des questions qui intéressent les nouveaux maîtres, entre autres celles de propriété; le ministère du Travail met des mois à traiter un cas d'abus sans qu'on ait la sécurité que la décision finale soit juste; le gouvernement ne respecte pas les accords qu'il signe et évoque dans ses discours une réalité différente du quotidien. C'est ainsi qu'on a vu plusieurs ministres prouver la réussite du plan économique à grand renfort de tableaux, de courbes et de mots incompréhensibles pour le commun des mortels ou bien le ministre du Travail, Francisco Rosales, affirmer avec beaucoup de sérieux que, selon des organismes internationaux, le chômage réel ne dépasse pas 14%.

Comment le corps social dans son ensemble pourrait-il ne pas se laisser gagner par un individualisme dont les formes seront d'autant plus violentes que la nécessité se fera plus pressante? L'ensemble des relations interpersonnelles risquent d'en être affectées. L'absence de perspectives historiques et de réel projet national produit déjà ses effets comme en témoigne l'accroissement de la violence familiale, dont sont victimes les femmes et les enfants. C'est aussi à la réaction du corps social que l'on peut mesurer l'adhésion de la société au projet du gouvernement Chamorro. Tout indique que la population estime que le discours et la pratique ne coïncident pas vraiment. Ce n'est un secret pour personne que les initiatives collectives ne suscitent plus la mobilisation populaire qui garantissaient leur succès sous le gouvernement sandiniste. Par exemple, les récentes épidémies de dengue, de l'aveu d'un responsable d'épidémiologie du ministère de la Santé, s'explique autant par le manque de moyens que par le désintérêt de la population à l'égard des mesures de prévention (élimination des eaux stagnantes). Quant aux actions contre le choléra, le Nicaragua reste certes dans une situation privilégiée par rapport aux autres pays: même si l'on note une certaine désaffection, dans bon nombre d'endroits la population s'est mobilisée. Mais cela va-t-il durer en l'absence d'appui de la part de l'Etat?

Le gouvernement sandiniste n'offrait sans doute pas un modèle idéal et sans tache. Mais il a eu, au moins, le mérite de promouvoir des valeurs comme la solidarité et de tenter de changer la morale sociale. Une tâche difficile après 45 ans de dictature. Dix ans n'ont pas suffi, mais l'impression d'effondrement que beaucoup ressentent prouve que dans ce domaine il s'était vraiment passé quelque chose pendant la Révolution.

LES PROPHETES DU PASSE

Managua, 13 septembre (ANN). Sous le titre "La tragédie paysanne", Alejandro Bendaña, ancien secrétaire général du Ministère de l'Extérieur du gouvernement sandiniste, a publié un livre qui vient alimenter le débat sur la politique du FSLN dans les campagnes et les raisons de l'intégration de milliers de paysans à la contra. Mais la thèse de ce livre paraît ne refléter qu'une vision partielle et partielle de la réalité.

"La tragédie paysanne" se présente comme une série de témoignages d'anciens contras d'origine paysanne, en majorité des moyens propriétaires. La thèse de l'auteur, exposée dès l'introduction, est que "l'armée contra a grandi contre toute attente des Etats-Unis et non comme le résultat des campagnes de recrutement mais à partir principalement de l'impact des politiques, des limites et des erreurs du sandinisme". Cette thèse devrait être confirmée par les huit témoignages recueillis. Mais la pauvreté des arguments présentés par les anciens contras interrogés dessert mal le propos d'A. Bendaña selon lequel les paysans ont vu dans l'intégration à la contra un moyen de se défendre ou de se venger de la politique agraire et militaire du FSLN.

Certains des témoignages font allusion au recrutement forcé des jeunes pour le service militaire, mais sans que l'on puisse comprendre en quoi cela a pu justifier l'intégration à une autre armée, mercenaire celle-là. Une autre des raisons avancées est le refus de se voir "intégrer de force" aux Comités de défense sandiniste et aux syndicats paysans, alors que, comme l'auteur le reconnaît, il n'y a jamais eu de forme d'organisation ou de production obligatoire. Quant aux plaintes concernant les politiques de commercialisation du gouvernement sandiniste (en particulier celle qui consistait à acheter les grains de base à des prix bloqués pour pouvoir ravitailler les villes), révèlent-elles seulement une erreur des sandinistes ou bien aussi une absence de conscience collective et de prise en compte des efforts du gouvernement pour assurer la survie de la population dans une situation de guerre et de blocus? Les avantages sociaux que la population rurale a pu retirer des politiques sandinistes ne sont jamais évoqués. Le dernier argument, qui consiste à reprocher au FSLN son opposition à un catholicisme très ancré dans les campagnes, ne peut être retenu par aucune analyse sérieuse : l'intégration de centaines de milliers de chrétiens dans la Révolution ainsi que la présence de prêtres dans le gouvernement sont connues de tous. De plus, en lisant les témoignages, on ne peut manquer de penser à la campagne de dénigrement menée par la hiérarchie catholique dont le rôle politique durant la Révolution a été un des axes de la stratégie des Etats-Unis.

Les efforts d'A. Bendaña pour prouver que "c'est le sandinisme qui a fourni l'engrais au terrain de l'intégration de milliers de paysans à la contra" sont bien peu récompensés par la faiblesse de ces témoignages. Ceux-ci ne font la

preuve que du bas niveau de conscience d'une partie de la paysannerie qui s'est montrée totalement perméable au discours des Etats-Unis et de la bourgeoisie somoziste expropriée par la Révolution, un discours répété mécaniquement tout au long des récits publiés par A. Bendaña. Tout en signalant que le gouvernement des Etats-Unis a, dès mars 81, décidé de financer une force militaire antisandiniste, l'auteur désigne paradoxalement le FSLN comme le responsable de la guerre contre-révolutionnaire, par sa volonté de "collectiviser la propriété" et "d'exécuter rapidement et mécaniquement un projet de transformation socialiste". "Un projet importé d'ailleurs", ajouterait plus d'un "repenti", un de ceux qui aujourd'hui se battent la coulpe en oubliant ce que la Révolution a signifié pour des centaines de milliers de paysans qui l'ont soutenue et continuent à le faire, comme le rappelle Orlando Nuñez, sociologue et ancien directeur du Centre de Recherches sur la Réforme agraire, dans sa réponse à A. Bendaña dont nous vous proposons des extraits.

"Il est aujourd'hui de bon ton de remettre en cause la Révolution, de se faire prophète du passé et de se repentir de sa trajectoire socialiste. Le livre de l'ancien fonctionnaire du ministère de l'Extérieur est un bon exemple de cette catharsis. Cet ouvrage, qui contient 30 pages de procès et 230 pages de témoignages, aborde la tragédie des "paladins", c'est-à-dire des paysans soulevés contre la révolution sandiniste et appuyés par le gouvernement des Etats-Unis. Un gouvernement qui, selon ce témoignage n'aurait fait que fournir, et encore à peine, les moyens matériels pour appuyer une cause juste.

La réflexion critique est méritoire, bien que moins neuve que celle faite par le FSLN lui-même lors de son assemblée d'El Crucero en juin 1990. Plus que la "tragédie paysanne", on montre la tragédie d'une partie de la paysannerie. Pourquoi l'auteur ne parvient-il à discerner que des paysans antisandinistes d'un côté et une politique sandiniste de l'autre, sans qu'apparaisse jamais le reste des forces sociales. Si nous acceptons l'argument de la contra, selon lequel les moyens propriétaires agricoles ont pris les armes contre la Révolution à cause des politiques du sandinisme, la première question à se poser est : pourquoi des centaines de milliers de nicaraguayens ont-ils défendu cette Révolution, et parmi eux plus de 100 000 paysans organisés dans l'Union nationale des agriculteurs (UNAG) - dont 60 000 membres de coopératives -, 100 000 combattants de l'Armée et 10 000 du ministère de l'Intérieur, dont beaucoup d'origine paysanne, 60 000 paysans pauvres affiliés à l'Association des travailleurs agricoles (ATC). Pourtant, seuls, les 20 000 contras sont désignés par notre auteur comme des paysans.

L'histoire tragique décrite dans ce livre est l'affrontement entre des forces paysannes sans tête politique ni idéologues et des idéologues sans base sociale. Comment expliquer alors que les sandinistes ont résisté à la guerre "de faible intensité" menée par les Etats-Unis

alors que les contras ne sont même pas parvenus à s'emparer d'une ville en dix ans? Ne serait-il pas plus admissible de signaler qu'effectivement, il y a eu une guerre qui a divisé le Nicaragua, opposant une partie significative de la population qui appuyait la Révolution et était appuyée par l'Etat sandiniste, à une autre partie appuyée par l'Etat de la contre-révolution?

Dans la description des politiques sandinistes que fait notre historien, il omet les crédits aux paysans, les centaines de milliers d'hectares de terre attribués, l'emploi garanti et les dépenses sociales sans précédent. Dans sa hâte de condamner les nouvelles formes de propriété développées par la Révolution (secteur d'état et coopératives), ce défenseur d'une partie de la paysannerie ne parvient à voir en elles qu'idéologie et néglige le fait qu'au sein de ces nouvelles structures vivent des milliers de travailleurs agricoles et de coopérativistes, précisément ceux qui hier et aujourd'hui défendaient et défendent leurs terres. Comment s'expliquer, alors que le sandinisme n'est plus au pouvoir, que ceux-la continuent à se battre pour conserver leurs unités de production?

Il serait plus juste de reconnaître qu'il y a eu ici une révolution combattue par la droite, par le gouvernement des Etats-Unis et par certains secteurs d'origine pauvre animés par une idéologie contre-révolutionnaire. Le même scénario que dans tous les processus révolutionnaires, sans exception. Il serait plus juste de reconnaître que le sandinisme, jugé et condamné par les prophètes du passé, prend ses racines dans une partie du peuple nicaraguayen, avec souvent beaucoup plus de fermeté que celle que manifestent de nombreux idéologues et fonctionnaires sandinistes du régime antérieur. Prétendre que les révolutions sont faites par des hommes politiques est un exercice narcissique sans fondement. Pourquoi refuser de croire que les Etats-Unis ont et ont toujours eu le pouvoir de fomenter le conflit dans quelque partie du monde que ce soit alors que la Cour internationale de justice de La Haye, qui n'a rien de sandiniste, l'admet?"

GUATEMALA : LA PRESSE MENACEE

Ileana Alamilla

Managua, septembre (ANN/CERIGUA). L'espace que la presse guatémaltèque était parvenue à gagner contre la censure et la répression est en train de se refermer : menaces, intimidations et attentats ont déjà coûté la vie à un journaliste britannique et obligé deux correspondants de l'Agence de presse mexicaine NOTIMEX à quitter le pays.

Pour Mario Sandoval, sous-directeur de la Prensa Libre, le plus important quotidien guatémaltèque, il s'agit d'une véritable guerre déchaînée contre les médias. Les faits

parlent d'eux-mêmes et mettent en cause les plus hautes sphères de l'armée et du pouvoir :

- Fin juillet, le correspondant du Financial Times, Anson Yong, qui enquêtait sur la Banque de Commerce et de Crédit international (BCCI) est assassiné. L'armée guatémaltèque était en transactions avec la BCCI pour un achat - soupçonné d'être frauduleux - d'hélicoptères militaires. L'ancien président Cerezo serait impliqué dans cette affaire ainsi que son frère et trois généraux, dont l'actuel chef de l'Etat Major, Edgar Godoy.

- A la mi août, les chroniqueurs judiciaires sont sommés de se taire sur ce qu'ils savent au sujet d'un certain nombre de crimes politiques. Il s'agit de l'assassinat de Michael Devine, un citoyen des Etats-Unis exécuté en juin 1990 par un commando spécial des services secrets militaires; un colonel et un capitaine de l'armée sont impliqués dans ce crime. L'autre assassinat sur lequel les journalistes ont dû faire le silence est celui de l'anthropologue guatémaltèque Myrna Mack. Celle-ci a été tuée il y a un an par un sergent de l'Etat Major présidentiel dirigé alors par le général Edgar Godoy, selon l'enquête menée par un membre de la Police, Miguel Ecoabar qui a été tué à son tour en juillet dernier à quelques mètres des locaux de la police. Un autre cas est celui de l'assassinat du directeur de l'Agence de presse centraméricaine Byron Barrera, ainsi que de son épouse.

- Les journalistes parlementaires ont dénoncé le fait qu'ils avaient été pris en photo et filmés par un homme qui avait pénétré dans l'Assemblée en se faisant passer pour un journaliste. Il s'agissait en réalité d'un membre de l'Etat Major présidentiel, comme cela a été reconnu par la présidente de l'Assemblée, Catalina Soberanis.

- Selon le quotidien Prensa Libre, le Club des correspondants de presse étrangers au Guatemala "a reçu une lettre apparemment officielle dans laquelle ils étaient sommés de ne pas faire sortir la vérité de l'enceinte de leurs bureaux". Peu après, le 19 août, une bombe a été désamorcée à l'étage d'un édifice situé à 200 mètres du Palais présidentiel, où plusieurs agences de presse ont leurs bureaux, ainsi que le Club des correspondants étrangers.

- Le 24 août, Miguel Lopez et Maricel Dieguez, correspondants de NOTIMEX, doivent quitter le Guatemala après avoir reçu des menaces de mort de la part d'individus qui avaient forcé et fouillé leur bureau, situé dans le même immeuble que celui où la bombe avait été placée.

Le chef de la Police nationale, le colonel Mario Paiz, a déclaré face à ces événements que les agences de presses internationales seraient dorénavant protégées par les forces de l'ordre car le Guatemala est un pays où "grâce à Dieu, on vit démocratiquement et on peut exercer librement le métier de la presse, une presse qui travaille sans intimidations d'aucune sorte".

Cette volonté de baillonner la presse guatémaltèque et étrangère survient à un moment particulièrement important sur le plan politique : celui des négociations entre le gouvernement, l'armée et la guérilla de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), qui doivent aborder fin septembre la question des violations des droits de l'homme. Le muselage de la presse est indispensable à ceux qui voudraient continuer à agir en toute impunité. Les Forces armées sont sur le banc des accusés. Les médias ont rendu compte en août des massacres, bombardements de populations civiles, exécutions sommaires, menaces, attentats, en particulier contre les syndicats, l'Eglise, les juges et les journalistes.

L'AMÉRIQUE LATINE ET SON REFLET

Gilberto Lopez

Managua, septembre (ANN/Pensamiento Propio). L'Amérique latine a besoin d'un miroir pour voir son reflet; mais dans les miroirs, l'image est inversée. Le miroir de l'Amérique latine au sommet de Guadalajara était Fidel Castro. Et Castro a vu, dans l'Amérique latine, un reflet de sa propre réalité. Rien que pour cela, cela valait la peine. Et c'est peut-être la raison pour laquelle aucun, ou presque, des médias importants des Etats-Unis n'étaient présents. Mais ce silence ne nous trompe pas sur l'importance, pour nous, de ce débat.

Les 18 pays ont lancé à Castro l'image de leur démocratie. Le miroir a renvoyé la dramatique image de la crise latino-américaine. Sur tous les tons, ils ont voulu jeter à la tête de Cuba ses péchés. La réponse a été dévastatrice. On a parlé de démocratie. Pour nous, la génération de l'après-guerre, ce thème est fondamental. Nous sommes nés et avons passé la majeure partie de notre vie sous la dictature. Nous avons toujours entendu dire et dit qu'il fallait lutter pour la démocratie. Nous progressons. Menem est meilleur que Videla. On ne peut comparer Aylwin à Pinochet. Violeta Chamorro n'est pas Somoza. Cristiani n'est pas le Général Romero. Cela peut satisfaire ma génération mais j'aurai honte d'offrir cette image de la démocratie à mes enfants.

Ils brandissent cette image et demandent à Castro de se regarder dans le même miroir. Ce serait bien si Cuba pouvait le faire, un Cuba sans pressions, sans blocus, intégré au continent latino-américain. Ce ne serait possible que si l'encerclement prenait fin et que les conditions provoquées par l'encerclement s'effacent.

Le miroir a renvoyé une autre image, trouble, qui faisait penser que l'Amérique latine avait peut-être deux visages, l'un démocratique et l'autre plus brutal. Castro a peu parlé. Carlos Andres Perez lui aurait dit que le re-

cord de ce sommet avait été qu'il ne parle que sept minutes. Mais il a amené un discours de 40 pages qui a circulé parmi les journalistes, le reflet de notre Amérique, qui annonçait pour commencer qu'avec 1991, *"l'Amérique latine vit la dixième année de sa plus grave crise économique et sociale du siècle et que les perspectives de la dépasser et de relancer la croissance économique sont incertaines"*.

Selon ce texte, le produit par habitant a été égal en 1990 à celui de 1977. 270 millions de personnes, c'est-à-dire 62% des latinos-américains, vivent dans la pauvreté. Aucun des indicateurs du développement économique et social n'a progressé au cours des dix dernières années. *"L'extrême inégalité dans la distribution du revenu n'a pas trouvé de solution mais au contraire s'est aggravée"*. Le problème de la dette également. Nous avons payé 365,9 millions de dollars durant cette dernière décennie mais notre dette est néanmoins passée de 225,5 millions à 423 millions. L'inflation qui était en 1982 de 56,1% est passée en 1990 à 1 500%, *"après plusieurs années de politiques néolibérales"*. 35% à 44% de la population active est au chômage ou sous-employée. Le secteur informel urbain a connu une croissance de 40%. Le revenu réel des travailleurs a diminué de 25% à 30% dans les pays les plus grands. L'espérance de vie est de 68 ans, sept de moins que dans les pays développés. La mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 72%. 55 millions de personnes sont dénutries et 62 millions le seront à la fin de ce siècle si la tendance se maintient. Sur 100 enfants qui entrent à l'école primaire, 56 en sortent avant la fin. 20 millions d'enfants sont sans abri. Pour faire face aux besoins en matière de logement, de latrines, d'électricité, de scolarisation, d'alphabétisation et de santé, il faudrait selon les calculs de Castro 282 millions de dollars. Si nous comparons cette somme avec ce qui a été payé pour le service de la dette, il apparaît que le but n'est pas impossible à atteindre.

Tous ces chiffres sont-ils inventés ? Les problèmes se résolvent-ils avec les politiques néolibérales ? Le secret réside-t-il dans l'intégration ? Castro a averti que *"l'une des conséquences les plus graves de la crise économique et sociale de la région est l'existence d'une situation d'instabilité et de mécontentement permanente dans les masses, qui pourrait conduire à des explosions sociales difficiles à contrôler"*.

Après avoir passé en revue les tendances économiques mondiales, il s'est arrêté logiquement sur nos relations avec les Etats-Unis. Son opinion selon laquelle l'Initiative pour les Amériques n'offre pas de solution véritable à nos problèmes est bien connue. Il la réaffirme ici: *"Pour les Etats-Unis, cette Initiative n'est qu'une tentative de contrôler le commerce avec l'Amérique latine, utilisant pour cela sa supériorité scientifique et technologique et sa capacité compétitive. Pour l'Amérique latine, cela ne représente pas une solution au problème de la dette mais cela peut signifier une aggravation de l'inégalité des échanges ainsi qu'une éventuelle destruction de nos rares capaci-*

tés compétitives dans les secteurs productifs qui ne conviennent pas aux Etats-Unis". L'Initiative ouvre des débouchés pour quelques exportations mais ferme les portes au développement industriel et au secteur des services.

Voilà l'autre visage de l'Amérique. Celui que nous renvoie le miroir dans lequel se regarde la démocratie. Nous ne trouverons d'issue qu'en regardant nos vrais visages, face à face. C'est pour cela que la grande presse des Etats-Unis n'était pas à Guadalajara et il est dommage que la nôtre y ait été si peu présente.

LE NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

Managua, 14 septembre (ANN/Brecha). Le *Nouvel Ordre International* à ses économistes et ses idéologues. Il a également ses définitions dont l'écrivain Eduardo Galeano, auteur de *"Les veines ouvertes de l'Amérique latine"*, a publié un mini-dictionnaire dans la revue uruguayenne Brecha.

APARTHEID. Système original d'Afrique du Sud destiné à éviter que les Noirs n'envahissent leur propre pays. Le *Nouvel ordre* l'applique, démocratiquement, contre tous les peuples du monde quelle que soit leur couleur.

COMMERCE, LIBERTE DE. Drogue interdite dans les pays riches mais vendue par ceux-ci aux pays pauvres.

CONSOMMATION, SOCIETE DE. Prodigieux récipient plein de vide. Invention d'une haute valeur scientifique qui permet de supprimer les nécessités réelles grâce à l'introduction de besoins artificiels. Rencontre quelque résistance de la part de certaines régions arriérées.

CREATION. Délit de plus en plus rare.

CULTURE UNIVERSELLE. Télévision.

DETTE EXTERIEURE. Engagement pris par chaque latino-américain à sa naissance de verser la modique somme de 2 000 dollars qui lui serviront à payer le bâton pour se faire battre.

DEVELOPPEMENT. En ce qui concerne les campagnes guatémaltèques : *"Il n'est pas nécessaire de tuer tout le monde. Depuis 1982, nous avons apporté le développement à 70% de la population pendant que nous en avons tué 30%"* (Général Hector Alejandro Gramajo, ancien ministre de la Défense du Guatemala, récemment diplômé en Relations internationales de l'Université d'Harvard. Publié dans la *Harvard International Review* en 1991).

ECHANGES. Mécanisme par lequel les pays pauvres paient quand ils achètent et également quand ils vendent. Un ordinateur coûte aujourd'hui trois fois plus de café et quatre fois plus de cacao qu'il y a cinq ans (Banque mondiale, chiffres de 1991)

GOUVERNEMENT. Dans le Sud, institution spécialisée dans la diffusion de la pauvreté et qui se réunit régulièrement avec ses semblables pour célébrer les résultats de son entreprise. La dernière Conférence Régionale sur la Pauvreté, à laquelle l'Equateur a convié les gouvernements d'Amérique latine, a révélé que l'on est déjà parvenu à condamner à la pauvreté 62,3% de la population latino-américaine. La Conférence s'est félicitée de l'efficacité de la nouvelle Méthode Intégrée de Mesure de la Pauvreté (MIMP).

GUERRE. Punition appliquée aux pays du Sud lorsqu'ils prétendent élever les prix de leurs produits d'exportation. La dernière leçon a été donnée début 91 avec succès à l'Irak. La révision des tarifs pétroliers a nécessité la production de 150 000 dommages collatéraux, vulgairement appelés *"vies humaines"*.

GUERRE FROIDE. N'est plus. On recherche de nouveaux ennemis. Les intéressés doivent s'adresser au Pentagone, Washington DC, ou au commissariat de leur quartier.

HISTOIRE. Le 12 octobre 1992, le *Nouvel Ordre International* fêtera ses 500 ans.

IDEOLOGIES, MORT DES. Expression qui désigne la mort des idées gèynantes et des idées en général.

IMPUNITE. Récompense donnée au terrorisme lorsqu'il est d'Etat.

MARCHE. Lieu où sont fixés les prix des gens et des autres marchandises.

MONDE. Endroit dangereux. *"Malgré la disparition de la menace soviétique, le monde continue à être un endroit dangereux"* (George Bush, message annuel au Congrès, 1991).

MONDE, CARTE DU. Un océan et ses deux rives : au Nord, peu de gens qui possèdent beaucoup; au Sud, beaucoup de gens qui possèdent peu. L'Est, qui est parvenu à cesser d'être l'Est, voudrait être du Nord mais le Paradis affiche "Complet".

NATURE. Les archéologues en ont localisé certains vestiges.

NINJAS, TORTUES. Violents petits animaux qui luttent contre le Mal, aidés par une potion magique qui s'appelle, comme le dollar, "green stuff".

ORDRE. Le monde dépense six fois plus de fonds publics à la recherche militaire qu'à la recherche médicale (Organisation mondiale de la Santé, chiffres de 1991).

PAUVRETE. En 1729, Jonathan Swift a écrit sa "Modeste proposition pour éviter que les enfants des pauvres soient une charge pour leurs parents et pour le pays". Dans cette oeuvre, l'auteur recommande d'engraisser les enfants des pauvres avant de les manger. Les experts internationaux étudient la mise en pratique de cette intéressante initiative.

POUVOIR. Relation entre le Nord et le Sud. Se dit également de l'activité exercée au Sud par certains qui vivent, pensent et dépensent comme s'ils étaient du Nord.

POISON. Substance qui prédomine actuellement dans l'air, l'eau, la terre et l'âme.

PRIVATISATION. Transaction grâce à laquelle l'Etat argentin est en train de devenir propriété de l'Etat espagnol.

RICHESSSE. Selon les riches, elle ne fait pas le bonheur. Selon les pauvres, elle y serait pour quelque chose. Les statistiques indiquent que les riches sont riches parce qu'ils sont peu nombreux. Les armées et polices s'occupent d'éclaircir les possibles confusions à ce sujet.

TELEVISION. Culture universelle. Dictature de l'Image Unique qui règne dans tous les pays. Aujourd'hui, le monde entier est libre de voir les mêmes images et d'entendre les mêmes paroles. A la différence de la défunte Dictature du Parti Unique, la Dictature de l'Image Unique travaille au bonheur du genre humain et au développement de son intelligence.

EN BREF

DU BOIS POUR TAIWAN. Le Conseil régional de l'Atlantique Sud (qui réunit des conseillers de l'UNO et du FSLN) a dénoncé le pré-accord passé entre le gouvernement et une compagnie privée taïwanaise pour l'exploitation du bois sur la Côte Atlantique. Selon cet accord, qui viole la Loi d'Autonomie de la Côte, le Nicaragua cèdera à l'entreprise taïwanaise "Equipe de Nicaragua" l'exploitation de 375 000 hectares de forêts pendant 20 ans dans la zone de Kukalaya, Atlantique Nord. Selon certaines sources, ce travail sera effectué en partie par des travailleurs taïwanais. Les indigènes Sumos, qui vivent dans cette région et tirent leur subsistance des ressources naturelles, ont envoyé leurs délégués à Managua

pour y rencontrer le gouvernement. "On nous a toujours considérés comme une race inférieure et aujourd'hui, on veut nous enlever notre patrimoine", a déclaré le dirigeant de la communauté Ernesto Almendrez.

GUARDIA. Un groupe d'anciens gardes somozistes, pour la plupart amnistiés par le gouvernement sandiniste, s'est organisé dans la localité de San Lucas, au nord du pays, sous le nom de "Force démocratique de salut national Enrique Bermudez". Leur action consiste pour le moment à surveiller les sandinistes et à les menacer pour tenter de les empêcher de mener leurs activités politiques.

RE-GUARDIA. La création par la mairie de Managua d'un corps de police municipale sera dénoncée pour inconstitutionnalité par le Mouvement communal devant la Cour Suprême de Justice. Le maire Arnaldo Aleman a interdit à ses fonctionnaires de donner quelque information que ce soit sur ce sujet aux journalistes. Un regain de jeunesse pour lui qui, sous Somoza, avait fondé à Léon la Jeunesse libérale somoziste pour faire la chasse aux sandinistes. Le ministre de l'Intérieur a fait répondre qu'il était "occupé" aux journalistes qui voulaient l'interroger sur cette nouvelle police.

LUMIERE. Une consolation pour les nicaraguayens plongés dans l'obscurité par le coupures de courant quotidiennes : seulement 3 guatémaltèques sur 10 ont accès à ce service. A Managua, certains quartiers échappent miraculeusement au rationnement. Devinez lesquels ? Par contre, pour tous cette fois-ci, une augmentation des 30% des tarifs de l'électricité a été annoncée. Mais qu'importe à ceux qui ont le porte-monnaie bien rempli, même s'ils sont les plus gros consommateurs d'énergie.

LA FETE. Comme l'an dernier, certains groupes de lycéens ont profité des festivités du 14 septembre, jour de fête nationale, pour arborer pendant les défilés leurs foulards rouge et noir. Certains insolents ont même tourné le dos à la tribune présidentielle. Le ministre de l'Education Humberto Belli avait voulu prévenir le danger en limitant le nombre des participants. Mal lui en a pris: les exclus étaient là avec banderoles et slogans. Les sanctions tombent : exclusion de plusieurs élèves de leurs collèges et destitution de certains directeurs d'établissement.

RENDEZ-VOUS DE LA SOLIDARITE AVEC LE FSLN. Le FSLN a appelé la solidarité internationale à une rencontre qui aura lieu à Managua les 18, 19 et 20 octobre prochains. Trois objectifs à l'ordre du jour: faire connaître les résolutions adoptées lors du congrès, faire le point sur la situation du mouvement de solidarité dans les différents pays, élaborer de nouvelles stratégies pour l'avenir. Outre le FSLN, participeront également le Front national des travailleurs, le Front de lutte populaire, la Jeunesse sandiniste, le mouvement des femmes AMNLAE, la Fondation Sandino, le Mouvement communal et d'autres organisations populaires.

EL SALVADOR. Le 16 septembre s'ouvraient à New York les discussions entre le FMLN, le gouvernement salvadorien et le Secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar. Le président Cristiani avait annoncé d'emblée qu'il refusait de rencontrer directement la guérilla du fait de l'exigence de celle-ci de modifier la structure des Forces armées. Le gouvernement, par son intransigeance, s'est désigné comme le principal obstacle à la paix, alors que le FMLN est arrivé avec la proposition d'une trêve d'un an pour permettre aux négociations de progresser.

GUATEMALA. La justice guatémaltèque a fait savoir qu'elle avait connaissance de 108 cimetières clandestins, où seraient enterrés certaines des victimes des violences militaires, dans les régions de Quiché, Marcos, et Huehuetenango. Ce chiffre est fondé sur les dénonciations faites par les familles des disparus et les organisations humanitaires.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA. case postale 7671.
CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink. Patricia
Käch et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.
Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail
NET3:ANN-EUROPA: DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA:
Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG:

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédé-
ric Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124: pour comités
de solidarité: FF 900 / CHF 265: pour institutions: FF 1'300 /
CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paie-
ment semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de
votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure
au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.
